

## MEDELICI À PROPOS DE L'UNION POUR LA MÉDITERRANÉE : «Le projet manque de contenu opérationnel»

**Mourad Medelci, ministre algérien des Affaires étrangères, a estimé, hier, lors d'une conférence de presse tenue à Bruxelles que «l'initiative (française, ndr) est une proposition d'ouverture». Cependant, il a, juste après, nuancé ses propos en ajoutant que le projet «manque de contenu opérationnel».**

De notre bureau de Bruxelles,  
Azizou Mokhtari

Le chef de la diplomatie algérienne s'est aussi félicité que l'Union européenne «se soit saisie» de la grande idée chère à N. Sarkozy. Pour le relex algérien, l'Union méditerranéenne «donnera plus de poids à des projets communs à plusieurs pays à la fois». Dès que les «clarifications

nécessaires» auront été apportées, l'Algérie en tant que «pays méditerranéen» et «comme membre de l'UMA», précisera, ajoutera-t-il, sa «réaction» et sa «contribution». Sur le fantasmagorique plan méditerranéen de la France, la plupart des pays européens, rappelons-le, ont émis de fortes réserves et cadré, avec minutie, les intentions

élusées. L'Allemagne n'hésite pas à vouloir, carrement, mettre à la corbeille «le Grand Bleu» de Sarkozy si celui-ci persistait dans son entêtement et sa folle et solitaire cavalcade.

A Hanovre, au début du mois, le président français, paraissant très affaibli politiquement, avait accédé aux principales exigences de la chancelière allemande sur la question. Si tant est, qu'aujourd'hui, il ne reste aucun espace à occuper pour l'Union méditerranéenne dans le territoire de l'Europe. Pris en tenaille, qu'il est entre le processus

de Barcelone et la politique européenne de voisinage (PEV). Néanmoins, hier, à Paris, le président israélien Shimon Pérès en visite en France, a apporté un soutien sans faille et sans réserve à la grande épopée méditerranéenne de son ami «Sarkozy».

Le chef de l'Etat hébreu a, en effet, déclaré que «l'idée initiale du président Sarkozy d'une Union méditerranéenne était fascinante». Plus, S. Pérès précise davantage sa doctrine : «La différence entre le Moyen-Orient et l'Union méditerranéenne, c'est

qu'Israël est inclus dans l'Union.» «Au nord, dira-t-il, il y a les pays européens, au sud le Maghreb et, au milieu, les pays arabes et nous». «Cela crée, argue le chef d'Etat hébreu, une force économique avec un fort potentiel de rapprochement politique». Exactement ce que prévoyait le processus de Barcelone en 1995. Pourquoi donc ce qui a lamentablement échoué dans le traité de la capitale catalane réussira-t-il sous la houlette de N. Sarkozy ? Pour autant, il ne faut pas prendre à la légère la leçon

de géostratégie administrée par Shimon Pérès à Paris sur l'Union méditerranéenne. Pour au moins deux raisons. Un chef d'Etat d'Israël est différent d'un chef d'Etat arabe.

Le premier dit et sait ce qu'il veut, le second improvise, manœuvre et intrigue pour, uniquement et seulement, rester au pouvoir. La seconde est encore plus importante : si Israël soutient un projet, c'est qu'il a le feu vert américain. Et qui peut dans la mer chère à Ulysse se passer de l'onction des States...

A. M.

### 3<sup>e</sup> ROUND DU CONSEIL D'ASSOCIATION ALGÉRIE-UNION EUROPÉENNE À BRUXELLES

## Promesses catalanes et calendes grecques

**Le volume global des échanges entre l'Union européenne et l'Algérie est évalué à 33 milliards de dollars par an. Le chiffre n'est pas impressionnant sur le potentiel existant entre les deux entités.**

La session ouverte, avant-hier, à Bruxelles, a pour but, précisément, de booster les relations et les échanges entre Bruxelles et Alger. Le conseil d'association ouvert hier ne dérogera, cependant, pas à la règle. Les deux parties ont des préoccupations et des objectifs, pour ne pas écrire contradictoires, ce qui serait inexact, différents. Les Européens insisteront, sans nul doute, sur la coopération énergétique, l'immigration clandestine, la libéralisation des services, la commercialisation des produits agricoles ainsi que le droit d'établissement. L'Algérie mettra sur la table les considérations qui sont les siennes. En tout premier lieu desquelles le rappel aux 27 de leur engagement à soutenir son entrée au sein de l'Organisation mondiale du commerce et la facilitation par les ambassades et les consulats des pays de l'UE de

l'obtention de visas pour les ressortissants algériens. Le visa est devenu, au fil des ans, relevons-le, une véritable épreuve pénible et humiliante, imposée aux Algériens.

Sur le plan économique, Alger redira sa volonté de voir Bruxelles accompagner la mise à niveau des entreprises, tant privées que publiques, avant leur aventure libérale, tous azimuts. Les relations bilatérales entre l'Union européenne et l'Algérie, régies par l'Accord d'association signé à Valence (Espagne 2001) et entré en vigueur en 2005, sont appelées, selon des observateurs ici, à prendre plus d'ampleur dans les mois et années à venir. Tout d'abord parce que l'Union européenne n'a pas, complètement, remis en cause le processus de Barcelone, le géniteur de l'accord d'association, et continue à en faire fonctionner les mécanismes essentiels. Ce qui n'était pas évident. Parce que l'actuelle Commission européenne, présidée par le Portugais José Manuel Barroso, n'a jamais donné l'impression d'être fidèle au traité signé en 1995 dans la capitale catalane. Plusieurs pays du sud de la Méditerranée, dont l'Algérie, ont soupçonné à juste

raison l'UE de vouloir substituer à l'accord d'association une autre démarche intitulée par Bruxelles politique européenne de voisinage (PEV). Les récents séjours de Peter Mandelson, commissaire au Commerce, et Benita-Ferrero Waldner, relations extérieures, à Alger au mois de février passé, avaient, justement, pour objectif de rassurer l'Algérie quant à la volonté européenne de rester loyale au processus de Barcelone. Serait-ce suffisant ? Hier, les délégations des deux parties ont convenu d'une séance plénière générale avant l'entame des pourparlers.

M<sup>me</sup> Ferrero Waldner, Dimitri Rupel, ministre des Affaires étrangères de la Slovaquie dont le pays assure la présidence tournante de l'UE, ainsi que M. Javier Solana, politique extérieure et sécurité commune européenne, étaient présents à la séance.

La délégation algérienne était présidée par Mourad Medelci, ministre des Affaires étrangères. Une conférence de presse devait se tenir hier, tard dans la soirée, au siège de la Commission européenne, à Sheeman, Bruxelles.

A. M.

### PÉTROLE

## Le baril frôle les 110 dollars

**Les cours de l'or noir poursuivent leur hausse record et pour longtemps encore. Ils ont frôlé hier les 110 dollars dans le contexte d'un dollar affaibli, une prévision à la baisse de la demande pétrolière en 2008 et une production de l'Opep souhaitée augmenter.**

Les cours du pétrole brut se calmaient quelque peu, hier, à l'ouverture du marché new-yorkais, après avoir frôlé le seuil record de 110 dollars le baril. Vers 13h10 GMT, sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» pour livraison en avril avançait de 29 cents à 108,19 dollars. A Londres, la spirale vers le haut suit un rythme similaire, puisque le baril de Brent de la mer du Nord, plus lourd et plus souffré que le brut coté à New York et par conséquent généralement un peu moins cher, a dépassé les 105 dollars et atteint un record à 105,82 dollars. En début de matinée, le baril de pétrole a dépassé pour la première fois le seuil des 109 dollars à New York, et à Londres la barre des 105 dollars.

A New York, le «light sweet crude» pour livraison en avril a inscrit vers 10h30 GMT un nouveau record historique à 109,20 dollars, puis à 109,72 dollars. Au même moment, les cours du Brent se sont propulsés jusqu'à 105,40 dollars, un record également. Vers 11h00 GMT, le baril valait 108,90 dollars, en hausse de 1 dollar à New York par rapport à la clôture de lundi soir et il s'échangeait à 105,09 dollars, en hausse de 93 cents à Londres. Depuis une semaine, les cours du pétrole alignent presque quotidiennement des records. Lundi, ils avaient déjà dépassé coup sur coup la barre des 107 et des 108 dollars à New York.

#### L'affaiblissement du dollar en point de mire

Selon les analystes, les inquiétudes sur l'affaiblissement de l'économie américaine poussent les investisseurs à chercher refuge dans les matières premières, le dollar s'affaiblissant en raison d'anticipations de baisse des taux d'intérêt américains. Ainsi, ces nouveaux records pétroliers ont été une réaction réflexe aux plus bas historiques concomitants touchés par le dollar. Le billet vert est tombé, en effet, à

1,5495 dollar pour un euro, un nouveau plus bas face à la monnaie européenne. Cela même si la monnaie unique européenne est tombée sous 1,54 dollar hier vers 13h00 GMT après l'annonce concertée de plusieurs banques centrales pour augmenter les liquidités dont la Réserve fédérale américaine (Fed), la Banque centrale européenne (BCE) et la Banque d'Angleterre (BoE). Ces banques centrales ont agi dans la continuité de leurs interventions de décembre et janvier derniers afin de faire baisser les cours des taux interbancaires, en augmentation inquiétante depuis la crise des «subprimes» à cause de laquelle les banques rechignent à se prêter mutuellement de l'argent.

#### Hausse des cours de 14 dollars

Depuis le début de l'année, les cours ont déjà pris presque 14 dollars à New York et 12 dollars à Londres. De l'avis de nombreux analystes, cette persistance du renchérissement du prix du baril a déconnecté les cours des fondamentaux du marché. Le pétrole continue sa progression déclenchée par le dollar et il se crée une bulle spéculative qui au bout d'un moment va éclater même s'il est difficile de prévoir quand. Cette tendance haussière pourrait bien ne pas capituler totalement tant qu'il n'est pas clair que le dollar a atteint un plancher et ne descendra pas plus bas face aux autres devises. Le marché avait pourtant ouvert sur un repli, une crise diplomatique ayant pris fin entre la Colombie d'une part et l'Equateur et le Venezuela d'autre part, tandis que les craintes de récession économique aux Etats-Unis avaient été ravivées vendredi passé par une contraction du marché du travail.

#### La prévision de demande pétrolière en baisse

Le marché continue d'être davantage sensible à la question de l'offre qu'à celle de la

demande qui pourrait pourtant diminuer en cas de ralentissement économique marqué. Mais, la forte hausse des importations pétrolières de la Chine, deuxième consommateur mondial, en février a alimenté l'anticipation d'une demande mondiale en or noir toujours forte. Dans ce contexte, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), réputée défendre les intérêts énergétiques des pays industrialisés, prévoit une demande pétrolière pour 2008 de 87,5 millions de barils par jour (mbj), soit une progression de 2% sur un an, au lieu de 87,6 mbj précédemment. Explication des analystes, la croissance économique plus faible, en particulier aux Etats-Unis, et les prix élevés du pétrole font que la demande va diminuer cette année dans les pays industrialisés, mais la demande continue d'augmenter dans les pays en développement.

Pour un analyste pétrolier, l'AIE, étant partie d'un chiffre irréaliste de prévision de demande au début de l'année, cette révision était donc attendue même si elle demeure limitée. L'offre pétrolière mondiale a augmenté de 185.000 barils par jour (bj) à 87,5 mbj en février mais l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) a pompé 120.000 bj de moins en février, à 32,1 mbj (comparé à une production révisée en hausse pour janvier), rapporte l'AIE.

#### L'augmentation de la production de l'Opep souhaitée

Dans les pays de l'OCDE, les stocks ont augmenté de 32,6 millions de barils (mb) en janvier pour atteindre 2,617 milliards de barils, mais ils ont reculé de 23 millions en février au Japon et aux Etats-Unis, note l'AIE. La production des pays du Golfe et d'Afrique de l'Ouest membres du cartel a reculé de 300.000 bj, une perte en partie compensée par la hausse de 150.000 bj de la production irakienne. La capacité de production excédentaire du cartel reste autour de 2 mbj. En tenant compte du maintien des quotas de production de l'Opep à 29,67 mbj (hors Irak) lors de sa réunion du 5 mars, et en comptant sur une production stable en Irak, l'AIE estime que l'offre mondiale sera inférieure de 0,56 mbj à la demande au premier trimestre,

mais supérieure de 0,96 mbj au second, ce qui devrait permettre aux stocks de se reconstituer. Pour le moment, le marché est bien approvisionné mais la question est de savoir si ce sera toujours vrai au 3<sup>e</sup> trimestre, avec un pic de demande au moment des déplacements estivaux aux Etats-Unis, puis l'entrée dans l'hiver. L'AIE estime donc que l'Opep devrait pomper 32,8 mbj au premier trimestre pour équilibrer la demande, soit 700.000 bj de plus qu'actuellement. La capacité de production excédentaire du cartel se situe autour de 2 mbj, en baisse par rapport à la fin 2007, ce faible «cousin de sécurité» contribuant à la flambée de l'or noir.

#### Les prix resteront encore élevés si, si et si...

Pour l'AIEA, l'ère est marquée par des prix pétroliers élevés et ces derniers ont peu de chance de retomber à leurs niveaux du début de la décennie. Faisant référence aux déclarations récentes du ministre saoudien du pétrole, Ali al-Nouaimi, selon lesquelles le baril ne retombera plus sous 60 dollars, le rapport juge que «seule une récession mondiale sévère et prolongée justifierait une baisse durable des prix pétroliers sous ce niveau». Par ailleurs, une note de Goldman Sachs, publiée vendredi dernier, a également renforcé le sentiment haussier du marché. S'appuyant sur le fait que l'offre hors Opep semble partie pour plafonner durablement, la banque américaine a révisé à la hausse ses prévisions de prix pour les trois prochaines années. Elle anticipe des prix évoluant autour de 95 dollars le baril en 2008, 105 dollars en 2009, 110 dollars en 2010. Ses analystes estiment, par ailleurs, que le cycle haussier devrait se prolonger tout au long de l'année 2010, alors que dans leurs précédentes estimations, ils en envisageaient le terme fin 2009.

Les analystes de la banque d'affaires, très écoutés des opérateurs, voient même plus loin. «Un rebond futur de la croissance économique américaine ou un problème majeur de production pourrait pousser les prix jusqu'à une fourchette de 150-200 dollars le baril», ont-ils écrit.

C. B. / Agences